



Remarques et synthèse FNME CGT à propos de la

Consultation publique

de la Commission de régulation de l'énergie

du 27 juillet 2016

sur le prochain tarif d'utilisation

des réseaux de transport de gaz naturel

de GRTgaz et TIGF.

Remarques et synthèse FNME CGT à propos de la Consultation ATRT6

La FNME CGT tient à renouveler sa remarque sur le calendrier. Organiser une consultation en plein cœur de l'été (même avec un délai allongé) n'est pas de nature à favoriser l'expression de l'ensemble des parties prenantes dans un contexte de profondes mutations du monde de l'énergie et à l'aulne de nouveaux défis à relever. La FNME CGT émet le souhait qu'à l'avenir le calendrier des consultations tienne compte de la période estivale.

La LTECV (Loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte) fixe un certain nombre d'objectifs, ambitieux, à l'horizon 2030 auxquels le gaz naturel est assujéti.

Les plus marquants sont :

- une diminution de 30% de la consommation d'énergies fossiles (charbon, fioul, gaz naturel) par rapport à la référence 2012,
- 10% de gaz « vert » (ou propre) dans la consommation totale de gaz.

Sur le premier objectif qui ne fixe pas « d'obligation » énergie par énergie, il serait opportun d'apporter une distinction, basée sur les qualités de l'énergie fossile dont le bilan carbone et rejet de GES est le moindre. Le gaz naturel et les gaz "alternatifs" sont « la » solution comme énergie de transition voire même de substitution. Le gaz est le complément nécessaire aux productions d'électricité intermittentes. Dans un contexte qui se structure à la baisse des consommations unitaires avec un impact baissier sur les volumes transportés, la promotion du gaz et de ses usages est le plus sûr moyen de limiter cette érosion des volumes tout en satisfaisant aux objectifs environnementaux.

Plus particulièrement sur l'environnement de GRTgaz, que la CRE retienne pour la construction de la trajectoire tarifaire le scénario optimiste s'apparente plus à une logique de pari que de stricte régulation. A contrario, il apparait que retenir le scénario de référence posé par GRTgaz semble plus raisonnable. En effet et cela vaut pour les deux opérateurs, il va falloir quoiqu'il arrive assumer les OPEX qui découlent des investissements lourds de ces dernières années. De plus rémunérer ces investissements lourds est légitime, car faut-il le rappeler encore, ils sont essentiellement liés à vos exigences (zone tarifaire unique, fluidification, etc). GRTgaz a désormais un actif d'environ 9Mds€ en « sous-sol ». La FNME CGT pense pertinent de le valoriser dans le cadre de la LTECV, en ayant le souci de l'intérêt général et non pas uniquement celui du marché et donc vu sous le seul prisme de la baisse des coûts unitaires de transport.

La trajectoire tarifaire proposée pour les OPEX n'est pas satisfaisante et les ajustements induits notamment par l'audit Pöyri sont fortement discutables. Il est frappant par exemple, de constater que la grande majorité d'entre eux reposent sur des réductions de charge de personnel, sans réelle mesure des effets rebonds sur la réalisation des missions de service public et de sécurité, et comme une préconisation sous-jacente à de futurs licenciements. De même, les ajustements envisagés par la CRE sur les OPEX énergie ne nous paraissent pas « réalistes ».

Motiver des gains de productivité en se basant sur le seul comparatif OPEX autorisés versus réalisés nous semble réducteur. C'est faire fi de la prise en compte de paramètres que les opérateurs de transport ne maîtrisent pas totalement, d'une relative volatilité des acteurs de marché notamment sur des investissements prévus et non décidés par ces derniers.

Dans ce cadre les efforts de productivité demandés sur le projet GRTgaz 2020 par exemple et sur l'activité socle ne sont pas soutenables. La croissance des actifs nécessite et s'accompagne de besoins croissants d'OPEX. La FNME CGT souligne à cet égard que la productivité mise en œuvre ces dernières années (2014-2015) a déjà conduit à des suppressions d'emplois. A cela, viendront s'ajouter les suppressions prévues sur l'activité d'Ingénierie à GRTgaz qui s'échelonnent sur plusieurs années. De notre point de vue, il n'est pas soutenable pour les équipes de les soumettre à des suppressions massives qui vont porter atteintes aux missions attendues d'un gestionnaire de réseau de transport responsable.

Remarques et synthèse FNME CGT consultation ATRT6 – 27 Juillet 2016 - dr.cp7@cre.fr

A cet égard, la mention faite par l'auditeur de saisir les opportunités de départs en inactivité laisse transparaitre clairement non seulement son angle d'attaque mais son manque de connaissance et/ou de prise de la mesure des activités. Dans un contexte d'évolutions techniques et réglementaires, il est impératif d'assurer le maintien, le renouvellement des compétences et la montée en qualification des salariés. Pour préparer l'avenir, la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des compétences) doit pouvoir se faire avec un minimum « d'espace de respiration ».

Pour la FNME CGT, l'imposition faite à GRTgaz d'internaliser les ressources de R&D, pourrait concourir au démantèlement du CRIGEN, mais surtout va être aussi source de désoptimisation et donc de possibles surcoûts induits. Dès lors que ce projet verra le jour, l'ensemble de ces coûts devront être couverts, tout comme les projets de R&D portés par le projet GRTgaz 2020.

Il est utile de préciser que les projets d'avenir de GRTgaz ne vont pas être financés par des investissements dans les réseaux mais par des OPEX additionnels tels que ceux investis en R&D, le développement des gaz alternatifs, la promotion du gaz et de ses usages comme énergie d'avenir.

A ce propos, que l'auditeur fasse référence à l'appel à des mécanismes de subvention nationaux pour financer certains projets nous paraît contestable car il assure la mise en place de plans d'affaires artificiels dont aujourd'hui le ratio investissement/bénéfice pour la collectivité dans son ensemble n'est pas apprécié dans sa totalité.

En conclusion la FNME CGT trouve que la trajectoire tarifaire proposée conduit à des politiques industrielle, économique et sociale très court-termistes. La logique baissière qu'elle sous-tend laisse craindre le pire sur la pérennité de la filière gazière dans son ensemble, alors même qu'elle a toutes les qualités requises et toute sa place pour des usages et un mix énergétique respectueux des grands équilibres économiques, sociaux et environnementaux.